

LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

en Angleterre

La statistique des établissements industriels du Royaume-Uni, qui ont mis en pratique la participation de leur personnel aux bénéfices de leur entreprise, comprenait, pour 1895, 85 établissements occupant au total de 23,947 à 26,187 ouvriers (chiffre variable suivant les saisons)

La statistique pour 1896, qui vient de paraître, accuse un total de 78 établissements occupant ensemble de 43,721 à 45,592 ouvriers, soit donc 7 établissements de moins et 20,000 ouvriers de plus que l'an dernier. L'accroissement dans le nombre des ouvriers est spécialement dû à la fusion de la firme sir Joseph Whitworth et C^{ie} de Manchester avec la firme sir W. S. Armstrong, Mitchell et C^{ie} de Newcastle. Ces deux établissements aujourd'hui réunis occupent ensemble 21,000 ouvriers, et la participation aux bénéfices en vigueur dans le premier a été étendue au second par le fait de la fusion.

L'importance moyenne de la prime, calculée pour l'ensemble des établissements considérés, est de 4.9 0/0 du total des salaires payés. Si l'on exclut des calculs 23 établissements où aucun bénéfice n'a été distribué cette année, l'importance de la prime, pour chacun des ouvriers *bénéficiaires*, s'élève à 10.3 0/0 du salaire.

s'était manifesté que par de timides avertissements et de simples rappels à la parole donnée. Mais comme les intéressés ont fait la sourde oreille, les travailleurs municipaux commencent à se fâcher. Voici pourquoi.

Lors des dernières élections municipales, les candidats révolutionnaires leur avaient fait espérer la solution prochaine de la mise en régie des travaux de l'Etat et des communes et ils trouvent bien longue la réalisation de cette partie du programme socialiste. Ils reprochent aux élus du parti ouvrier de ne rien faire pour hâter l'avènement d'une réforme selon eux destinée à procurer de grosses économies en même temps qu'elle faciliterait l'élévation des salaires, et ils les accusent même de vouloir faire disparaître cette question de leur programme pour qu'il n'en soit plus question et qu'elle soit enterrée.

Ces reproches nous semblent fort exagérés. Les socialistes ont fait ce qu'ils ont pu pour faire adopter le travail en régie. Et cela se conçoit. S'ils avaient réussi, c'eût été un commencement d'application des théories collectivistes. La vérité est que les essais désastreux qui ont été faits dans ce sens les obligent momentanément à renoncer à cette arme de combat. Et nous comprenons d'autant moins l'insistance des travailleurs municipaux qu'ils ont signalé eux-mêmes, dans leur journal, l'insuccès des quelques tentatives que l'Administration a tolérées pour se dé-